

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19.12.2024

**modifiant la décision C(2020) 7927 relative au financement du programme d'action annuel pour 2020 en faveur de Sint-Maarten, à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphes 1 et 4,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 19 novembre 2020, la Commission a adopté la décision C(2020) 7927 relative au financement du programme d'action annuel pour 2020 en faveur de Sint-Maarten, à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.
- (2) L'ordonnateur compétent a porté la période de mise en œuvre de 60 à 96 mois dans le cadre d'une modification non substantielle effectuée au titre de la clause de flexibilité de l'article 4 de ladite décision.
- (3) Cette modification avait pour but de permettre à l'ancien partenaire chargé de la mise en œuvre, le gouvernement de Sint-Maarten, de commencer à mettre en œuvre l'action. Compte tenu des retards, il a finalement été décidé de modifier les modalités de mise en œuvre dans le cadre de la modification prévue par la présente décision.
- (4) En vertu de l'actuelle convention de financement faisant l'objet de la décision C(2020) 7927, le volet n° 1 devait être mis en œuvre en gestion indirecte avec le pays partenaire, le gouvernement de Sint-Maarten, agissant en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions, tandis que la Commission devait procéder à un contrôle ex ante de toutes les procédures en question.
- (5) En juin 2024, le gouvernement de Sint-Maarten a officiellement demandé une modification des modalités de mise en œuvre du volet n° 1 de l'action «Réhabilitation des infrastructures urbaines - Eau et assainissement à Sint-Maarten et coopération transfrontière». Cette modification avait pour but de passer à une gestion indirecte avec une organisation internationale: le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).
- (6) Les services de la Commission ont analysé la demande du gouvernement de Sint-Maarten et ont conclu que la modification demandée contribuait positivement à la

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2015/322/oj>.

<sup>2</sup> JO L, 2024/2509, 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.